

Comment peut-on être américain?

À Paris, une maison d'édition vient de rééditer un livre ancien intitulé *Comment peut-on être américain?* L'auteur, Henry Louis Mencken, un essayiste de Baltimore du début du siècle dernier, y décrit les États-Unis comme une « communauté de médiocres ». Selon lui, l'Américain est un « paysan enfoncé depuis longtemps dans la boue de son ornière et résolu à y rester ». Un paysan « qui a définitivement renoncé à tout désir lubrique de contempler les étoiles^[1] ». Les historiens diront quel sens exact avaient les propos de Mencken à leur époque. Car, là n'est pas la question qui intéresse les éditeurs. Ceux-ci ne s'en cachent pas, loin de se passionner pour l'archéologie, ils sont plutôt convaincus de l'« incroyable modernité » de cette description « pour comprendre les ressorts profonds de l'Amérique » d'aujourd'hui.

L'historien américain et spécialiste de l'Europe Stanley Hoffmann a déjà écrit qu'il existe deux sortes d'antiaméricains : ceux qui détestent les Américains pour ce qu'ils font et ceux qui les détestent pour ce qu'ils sont. C'est de ces derniers dont il sera ici question, car il m'arrive souvent de faire partie des premiers.

Habitué depuis longtemps à l'antiaméricanisme de la presse française, qui n'a jamais été tendre envers l'oncle Sam, j'avoue que c'est avec une certaine surprise que j'ai découvert que les médias québécois étaient loin d'être en reste. L'animatrice Chantal Joli qui m'interviewait récemment à Radio-Canada avec l'écrivain Danny Laferrière, amorça l'entretien en nous livrant le fond de sa pensée : « Je n'aime pas les Américains! » La chose était dite le plus naturellement du monde. Je n'ai pas eu l'impudence d'ajouter : « Et que pensez-vous des Noirs? »

Même des journaux habituellement sérieux et modérés, comme *Le Devoir*, semblent avoir soudainement perdu toute mesure dès lors qu'il est question des États-Unis. C'est sans sourciller et dans l'indifférence la plus complète que le chroniqueur Gil Courtemanche dit avoir trouvé les raisons profondes de l'élection de George W. Bush. « Le peuple américain est politiquement inculte et monolithique^[2] », affirme ce disciple québécois de Henry Louis Mencken.

Il faudrait ajouter à la citation de Stanley Hoffmann que certaines critiques de l'action des États-Unis sont si outrancières qu'elles servent en réalité à jeter le discrédit sur l'ensemble de la société américaine. Il en va ainsi lorsque l'ancienne épouse de Mick Jagger, Bianca Jagger, fait la une de la presse montréalaise en déclarant que « George Bush est l'homme le plus dangereux de la planète ». Entre le sanguinaire Kim Jong Il (de Corée du Nord), le criminel Ben Laden et le Chinois Jiang Zemi, Mme Jagger choisit le président, peut-être brusque et unilatéral mais néanmoins élu, de l'une des grandes démocraties du monde.

Dans la même veine, *Le Devoir* est le seul journal sérieux que je connaisse dont la page éditoriale a traité de « fascistes » le conseiller du Pentagone Richard Perle et les néoconservateurs de l'administration américaine. « Il serait peut-être temps de qualifier ces gens, si on a le souci de la

précision, pour ce qu'ils sont : des fascistes! Ils abhorrent la démocratie, la différence[3] », écrit Serge Truffaut.

Si la plupart des propos cités plus hauts avaient concerné les Haïtiens ou les Canadiens anglais, ils auraient été qualifiés de racistes. On peut même imaginer qu'une organisation de défense des droits aurait aussitôt convoqué la presse pour dénoncer leurs auteurs et exiger des excuses.

Attribués aux Américains, ils disparaissent dans le grand trou noir, ouvert depuis la conférence de Durban (août 2001) et les manifestations de Seattle (novembre 1999), où s'engouffrent tous ceux qui cherchent un bouc émissaire à leurs phobies et à leurs frustrations. Si le terrorisme se développe, c'est à cause de l'action des Américains. Si la famine fait rage, c'est au contraire à cause de leur... inaction.

Comment expliquer autrement l'étonnante libération de la parole survenue depuis un an ou deux? Tous les mots sont permis, des plus extrêmes aux plus lourds de sens, comme ces accusations de fascisme lancées à tort et à travers. On se croirait parfois dans un gigantesque *happening* collectif destiné à « libérer les énergies », pour reprendre le vocabulaire des thérapeutes patentés.

Il ne s'agit pas de prétendre que l'action de George Bush est au-dessus des critiques. Mais pourquoi devrait-elle être examinée avec des termes différents de celle du chef canadien Stephen Harper, par exemple, ou du président français Jacques Chirac, deux leaders de droite parfois autant, sinon plus conservateurs que le président américain? Comme Bush, Chirac et Harper s'opposent au mariage gai. Alors que Bush propose de légaliser les travailleurs mexicains illégaux, on se souviendra que Jacques Chirac a déjà tenu des propos célèbres sur « l'odeur » des populations étrangères. Cela n'en a jamais fait un fasciste, à peine un raciste.

Mais, je le répète, le débat n'est pas là et il serait erroné de tenter de répondre aux anti-américains sur ce terrain. L'outrance langagière qui s'exprime ces jours-ci à l'égard des États-Unis et de son président répond à des mécanismes qui n'ont rien à voir avec l'analyse et la critique rationnelle de l'action de la première démocratie du monde. Je dirais qu'elle en est même l'obstacle principal. Partout dans ces critiques à l'emporte-pièce, on retrouve une constante : la disparition de toute frontière étanche entre démocratie et dictature, entre démocratie et totalitarisme, entre humanisme et pensée totalitaire.

Récemment, plusieurs lecteurs s'indignaient d'une de mes chroniques dans *Le Devoir* écrite après l'assassinat sauvage de la travailleuse humanitaire irako-britannique Margaret Hassan. Ces lecteurs s'étonnaient que j'ose demander où étaient les millions de manifestants qui avaient défilé contre la guerre en Irak alors qu'était commis un des crimes les plus abjects qui se puisse imaginer. Certains lecteurs m'ont répondu que je ne savais tout simplement pas compter. Le calcul était pourtant simple : les Américains avaient tué des milliers de civils alors que les terroristes n'en avaient tué que quelques-uns.

Pour ces lecteurs, toutes les morts se valaient. Pour juger de la gravité d'un meurtre ou d'une guerre, il suffisait de compter les cadavres. À ce jeu, évidemment, la responsabilité de George Bush sera toujours plus grande que celle des terroristes. Ces lecteurs n'avaient que faire du fait que dans tous les pays, la justice distingue l'assassinat prémédité de l'homicide involontaire et que les tribunaux ont toujours fait la différence entre les victimes civiles inévitables de la guerre et celles d'un génocide mûrement organisé. Le coupable pour eux était toujours le plus fort, le plus puissant, qu'il s'agisse d'une démocratie ou d'une dictature n'avait strictement aucune importance. Les États-Unis étaient et seraient toujours coupables d'être une grande puissance tant qu'ils n'auraient pas abdiqué et rendu les armes.

Ces lecteurs ne sont pas les seuls à penser ainsi. Le 11 septembre n'a-t-il pas révélé finalement l'étendue de l'anti-américanisme dans le monde? On savait que des millions d'Arabes s'étaient réjouis

de l'effondrement des tours du World Trade Center. À Ramallah, on avait au moins le courage de danser dans les rues. Ce qu'on ne savait pas, c'est qu'autant de Français, d'Allemands, de Canadiens et même d'Américains croyaient, même s'ils ne le disaient pas, qu'au fond les Américains l'avaient bien cherché.

En d'autres mots, il n'y a pas que l'hystérique Thierry Meyssan[4] pour croire que c'est l'Amérique qui a organisé le 11 septembre. Une large partie de l'opinion des pays démocratiques est convaincue que ce sont les Américains qui ont fait naître l'extrémisme islamiste dans lequel se débat le monde arabe depuis quelques décennies. C'est eux aussi qui seraient responsables du terrorisme et non pas les idéologies extrémistes qui influencent depuis longtemps la société arabe, alors qu'elle n'ont pas eu la même influence sur des régions du monde combien plus pauvres et plus touchées par la misère.

Cet antiaméricanisme, qui ne recouvre pas, je le répète, mais empêche la critique rationnelle et pragmatique de l'action américaine, rappelle malheureusement les périodes les plus sombres. On pense à l'aveuglement des mouvements de gauche des années 1940 et 1950 qui préférèrent ignorer la dictature stalinienne plutôt que d'exprimer la moindre sympathie à l'égard des libérateurs de l'Europe. On pense aux débordements gauchistes des années 1970, alors qu'une jeunesse mal inspirée et en mal d'aventure avait préféré faire confiance à la Révolution culturelle chinoise plutôt qu'à la démocratie de nos voisins du sud. Trente ans plus tard, les États-Unis se sont retirés du Viêtnam. Ils ont connu une révolution des droits et des mentalités sans équivalent dans le monde. La Chine, elle, est encore au Tibet et sa population vit toujours sous la coupe d'un régime obscurantiste et brutal.

Faut-il qu'à tous les 20 ans une certaine gauche refasse de la détestation de l'Amérique son credo? Vingt ans, c'est peut-être, il faut l'avouer, le niveau de saturation du disque dur qui nous sert dorénavant de mémoire.

L'antiaméricanisme ne serait-il pas devenu depuis les années 1960 un attribut de la jeunesse? Comme une mode qui ressurgit périodiquement avec les pattes d'éléphant et les cheveux longs. En inventant la jeunesse, nos sociétés ont du coup popularisé auprès de toute une couche de la population un certain nombre de caractéristiques qui appartenaient autrefois aux seuls individus. L'image du rebelle romantique et du nihiliste s'est généralisée jusqu'à devenir la caractéristique de certaines classes sociales ou d'une couche d'âge. La désobéissance civile de David Thoreau est encore parfois un geste de courage individuel. Que l'on pense aux objecteurs de conscience de l'armée israélienne. Voilà pourtant qu'elle se pratique de plus en plus souvent en groupe bras dessus bras dessous et qu'elle sert de prétexte à saboter les réunions de l'OMC et de la Banque mondiale.

Depuis la guerre du Viêtnam, dans les sociétés démocratiques avancées, il ne semble plus possible d'être jeune sans passer obligatoirement par cette phase de détestation du pouvoir. Or, dans une société où l'Europe s'est suicidée à deux reprises, où l'U.R.S.S. s'est effondrée, où les gouvernements nationaux qui refusent de jouer un rôle militaire, comme le Canada, ne font souvent que de la figuration, il n'y a plus d'autre personnification du pouvoir que l'Amérique. L'antiaméricanisme fait donc partie de la trousse du jeune à la mode au même titre que le jean évasé, la paire de Nike et le iPod fluo (tous d'origine américaine, on l'aura remarqué!).

L'une des conséquences inédites de cet antiaméricanisme qui s'empare périodiquement de nos sociétés consiste à saper toute critique pragmatique et constructive de l'action américaine. Coincé entre le discours de Washington, souvent sans nuances, et sa dénonciation extrémiste, l'observateur est sommé de choisir son camp. Entre les deux, la place pour une critique intelligente de la première puissance du monde est en voie de disparition.

* * *

Cet antiaméricanisme a cependant des conséquences au Québec qu'il n'a pas dans le reste du

monde.

Le spécialiste des États-unis Louis Balthazar écrivait avec justesse l'an dernier que « l'antiaméricanisme primaire et irrationnel » devrait avoir encore moins de place ici qu'ailleurs, « en raison des liens étroits qui font souvent des Québécois les complices des États-Unis[5] ». Contrairement aux nationalistes canadiens, qui ont hérité de l'antiaméricanisme de leurs ancêtres loyalistes, les nationalistes québécois ont souvent sympathisé avec les idéaux républicains de nos voisins du sud. C'est pourquoi le grand démocrate que fut René Lévesque avait poussé l'admiration jusqu'à servir dans les armées de ce « peuple politiquement inculte » plutôt que dans celles de Sa Majesté.

Le nationalisme québécois s'est souvent caractérisé par une attitude d'ouverture à l'égard des États-Unis. L'antiaméricanisme virulent qui secoue le Québec est peut-être en train de changer la donne. Mais en mesure-t-on les conséquences?

La logique politique de l'opposition radicale à « l'impérialisme américain » est pourtant claire et inévitable. Si les États-Unis représentent la puissance menaçante et agressive que l'on dit, le Québec sera toujours mieux protégé dans le Canada que seul face au monstre. Dans un monde où l'ennemi principal n'est ni le terrorisme, ni l'intégrisme qui en est le terreau, ni les États voyous, mais les États-Unis (conservateurs, religieux et réactionnaires), n'est-il pas normal et urgent de chercher protection sous le parapluie canadien? La nouvelle sympathie dont jouit dans certains milieux de la gauche québécoise le parti politique canadien traditionnellement le plus centralisateur et le plus nationaliste, le NPD, n'est pas étrangère à cette analyse. C'est aussi le point de vue du nationaliste canadien John Saul qui a toujours cherché à convaincre les Québécois que le Canada était la meilleure protection contre l'influence des idées républicaines américaines.

Le militant tiers-mondiste Pierre Beaudet écrivait récemment dans *Le Devoir* : « Nous vivons à côté d'une "hyperpuissance" menaçante, militarisée, de plus en plus sans foi ni loi, qui regarde les riches ressources qui abondent au nord et qui cherche de toutes sortes de façon à nous subordonner, à nous faire plier et, disons-le franchement, à nous voler[6] ». Contrairement à la plupart de ceux qui pensent comme lui, Pierre Beaudet ne craint pas de tirer toutes les conséquences de cette vision qui identifie les États-Unis comme principal facteur de guerre dans le monde d'aujourd'hui.

Quelles sont ces conséquences? « Certains nationalistes québécois, qui ont lorgné du côté américain pour "briser le Canada" et selon la logique perverse de "l'ennemi de mon ennemi est mon ami", ont commis et commettent encore une grave erreur. Le Canada anglais, en tout cas une bonne majorité de la population qui l'habite, est de notre côté dans cette histoire, nous avons une communauté d'intérêt et pas le contraire. »

Ces idées sont à l'origine des hésitations de Françoise David, présidente d'Option citoyenne, sur la question nationale québécoise. Elles sont sous-jacentes au peu d'intérêt que portent tant de leaders altermondialistes à la question nationale et à la défense, par exemple, de la diversité culturelle[7].

L'identité canadienne ne se définit pas que par l'assurance-maladie et la charte des droits et libertés. Depuis les loyalistes du XVIII^e siècle qui ont fui la république et l'indépendance américaines, elle se fonde aussi sur un antiaméricanisme régulièrement renforcé par la fragilité identitaire de nos voisins canadiens. Ce n'est pas céder à une mode identitaire ni rejeter notre héritage européen, que de rappeler que contrairement aux Canadiens anglais, l'identité québécoise n'est pas fondée sur une opposition irréductible aux États-Unis. Dans l'histoire, les Québécois ont parfois été les premiers à sympathiser avec les idéaux démocratiques et républicains de nos voisins du sud. Ils ont d'ailleurs souvent noué avec eux des liens étroits et chaleureux jusqu'à participer eux-mêmes, avec des écrivains

comme Jack Kerouac, à la redéfinition du rêve américain.

* * *

Paul Valéry était d'abord poète. C'est peut-être pour cela qu'il avait eu dès 1919 l'extraordinaire pressentiment que les démocraties n'avaient besoin d'aucun ennemi extérieur pour se détruire elles-mêmes. « Nous autres, civilisations, écrivait-il, nous savons désormais que nous sommes mortelles. Et nous voyons maintenant que l'abîme de l'histoire est assez grand pour tout le monde. Nous sentons qu'une civilisation a la même fragilité qu'une vie[8]. »

Ce ne sont pas les gardes rouges qui montèrent à l'assaut des démocraties européennes et américaines et qui posèrent des bombes dans les années 1970, mais des enfants de bonnes familles qui avaient fréquenté les meilleurs collèges classiques. Les terroristes du 11 septembre avaient presque tous étudié en Occident, c'est là qu'ils ont étrangement appris à détester ses valeurs.

À une époque où les faibles ont toujours raison et où la posture révolutionnaire est devenue une image publicitaire, est-il encore possible d'aimer, malgré ses erreurs et ses défauts, la formidable puissance démocratique à côté de laquelle nous vivons et qui nous a façonnés plus qu'aucune autre?

Christian Rioux*

NOTES

* Correspondant du journal *Le Devoir* à Paris, Christian Rioux est aussi membre associé de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques à l'UQAM. Il a été l'an dernier boursier de la Fondation Nieman à l'université Harvard et participe régulièrement à l'émission Kiosque sur les ondes de TV5. Récipiendaire du prix Jules-Fournier (2001), il a publié *Voyage à l'intérieur des petites nations* (Montréal, Boréal, 2000), ainsi qu'un recueil de poésies, *Les années temporaires* (Trois-Rivières, éd. Écrits des forges, 2002).

1. *Comment peut-on être américain? Un livre prémonitoire. Les racines du mal américain*, Paris, éd. Saint-Simon, coll. Dissident, 2004, p. 35 et 39.

2. G. Courtemanche, « Bush, Vicaire de Dieu », *Le Devoir*, Montréal, 27 mars 2004, p. A5.

3. S. Truffaut, « Le prince des ténèbres », *Le Devoir*, 19 janv. 2004, p. A6.

4. Auteur du *best-seller*, traduit dans une trentaine de langues, *11 septembre 2001. L'effroyable imposture* (Chatou, éd. Carnot, 2002).

5. Louis Balthazar, « Aux sources de l'antiaméricanisme », in C.-P. David (dir.), *Nous, antiaméricains? Les États-Unis et le Monde*, Montréal, Les Cahiers Raoul-Dandurand, n° 7, mars 2003, p. 21-32.

6. P. Beaudet, « Le tabou », *Le Devoir*, 10 août 2004, p. A7.

7. Ajoutons que la pensée d'extrême gauche, pour ne pas dire marxiste, s'est toujours détournée de la question nationale. C'est Camus qui écrivait que « la nation ne peut s'expliquer tout entière par l'économie; le système [marxiste] l'a donc ignorée » (A. Camus, *L'homme révolté*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade, 1965, p. 617).

8. P. Valéry, « La crise de l'esprit », in P. Valéry, *Œuvres*, t. 1 : *Poésies, mélange, variété*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque de la Pléiade, 1957, p. 988.

